

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1986	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 184

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1657

Κύρωση της Διεθνούς Σύμβασης «για τη νομιμοποίηση των τέκνων με γάμο».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση για τη νομιμοποίηση των τέκνων με γάμο, και τα παραρτήματα αυτής Ι και ΙΙ, που υπογράφτηκε στη Ρώμη στις 10 Σεπτεμβρίου 1970 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

NUMERO 12

Convention sur la légitimation par mariage

signée à Rome le 10 septembre 1970

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de favoriser par l'adoption de règles uniformes la légitimation des enfants naturels ainsi que la reconnaissance et la publicité des légitimations intervenues à l'étranger, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Article 1

Lorsque, selon les dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère, le mariage de ceux-ci a pour conséquence la légitimation d'un enfant naturel, cette légitimation est valable dans les Etats contractants.

Cette règle s'applique tant aux légitimations resultant de la seule célébration du mariage qu'aux légitimations constantées ultérieurement par une décision judiciaire

Article 2

Toutefois lors de la signature, de la notification prévue à l'article 11 ou de l'adhésion, chaque Etat contractant pourra se réserver le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;

b) si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur son territoire;

c) si sa loi ne reconnaît pas la validité du mariage de son ressortissant;

d) ou si l'enfant né d'un de ses ressortissants est adultérin à l'égard de celui-ci.

Ce droit ne pourra pas être exercé dans le cas où la loi interne de cet Etat n'interdirait pas une telle légitimation.

Article 3

La validité d'une légitimation conforme aux dispositions de droit interne de la loi nationale du père ou de la mère ne peut être déniée, même au nom de l'ordre public, dans d'autres conditions que celles prévues à l'article 2.

Article 4

Les décisions intervenues dans les litiges engagés en application de l'article 2 ne peuvent être invoquées que sur le territoire de l'Etat contractant où elles ont été rendues.

Article 5

Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'égard de tous les Etats, mêmes non-contractants. Elles ne mettent pas obstacle à l'application des règles en vigueur dans les Etats contractants qui seraient plus favorables à la légitimation.

Article 6

Lorsque l'acte de naissance de l'enfant a été dressé ou transcrit par l'officier de l'état civil de l'un des Etats contractants, cet officier mentionne la légitimation dans ses registres après qu'il aura été vérifié par lui-même ou par l'autorité dont il dépend, que les conditions prévues par la présente Convention sont remplies.

Cette inscription ne peut être subordonnée à aucune procédure judiciaire préalable de reconnaissance. Il en est ainsi alors même qu'il s'agirait d'une légitimation constatée après mariage par décision judiciaire.

TITRE II

Article 7

Lorsqu'un mariage a été célébré dans l'un des Etats contractants et que les époux ont déclaré qu'ils avaient un ou des enfants communs dont l'acte de naissance a été dressé ou transcrit sur le territoire d'un autre Etat contractant, l'officier de l'état civil du lieu du mariage, ou toute autre autorité compétente, adresse directement, ou par la voi diplomatique, à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de naissance a été dressé ou transcrit un avis en vue de la mention de la légitimation qui pourrait résulter de ce mariage. A cet avis sont jointes les pièces justificatives dont il dispose. Quand la légitimation a été constatée après mariage par une décision judiciaire, l'avis est transmis à la diligence du ministère public ou de toute autre autorité publique compétente.

Les avis sont rédigés selon une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention. Ces avis ainsi que les pièces jointes sont dispensés de toute légilisation sur les territoires respectifs des Etats contractants.

Article 8

Les extraits de l'acte de naissance d'un enfant légitimé doivent être établis comme s'ils concernaient un enfant légitime, sans faire apparaître la légitimation.

Article 9

L'application du présent Titre n'est pas limitée aux ressortissants des Etats contractants.

TITRE III

Article 10

Au sens de la présente Convention il faut entendre par loi nationale d'une personne, la loi de l'Etat dont elle est ressortissante ou, s'il s'agit d'un réfugié ou d'un apatride, celle qui régit son statut personnel.

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un Etat les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 11

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 12

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 13

Chaque Etat pourra, lors de la signature, de la notification ou de l'adhésion, déclarer qu'il ne s'engage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 1er du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Féféral Suisse, qu'il s'engage également à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La déclaration prévue à l'alinéa 2 du présent article produira effet à compter du trentième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 14

Les réserves visées à l'article 2 peuvent être retirées totalement ou partiellement à tout moment. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et la Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 15

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 16

Tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou de la Commission Internationale de l'Etat Civil pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d' acte d' adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l' Etat adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 17

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 11 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Rome, le 10 septembre 1970, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Consel Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétariat Général de la Commision Internationale de l'Etat Civil.

ANNEXE I

Déclaration de réserve.

La République Fédérale d'Allemagne déclare, aux termes de l'article 2, alinéas a) et b), qu'elle se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé, mais seulement dans les cas où l'absence de filiation est constatée soit par une décision judiciaire allemande, soit par une décision judiciaire étrangère susceptible d'être reconnue en Allemagne;

b) si, selon la loi allemande, le mariage du ressortissant allemand est inexistant.

La République d'Autriche déclare aux termes de l'article 2 - sauf d'autres réserves éventuelles au moment de la notification prévue à l'article 11 – se réserver le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont legitimé.

Le Royaume de Grèce déclare, aux termes de l'article 2, qu-il se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable:

a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;

b) si la loi grecque ne reconnait pas la validité du mariage célébré sur le territoire grec;

c) si la loi grecque ne reconnait pas la validité du mariage célébré par un ressortissant grec.

La République Italienne déclare aux termes de l' article 13, qu'elle ne s'ensage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

Le Grand-Duché de Luxembourg déclare aux termes de l'article 13, qu'il ne s'engage pas à appliquer les dispositions du Titre premier de la présente Convention.

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, les

termes «Territoire métropolitain» et «Territoires extra-métropolitains», utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, «Territoire européen» et «Territoires non-européens».

La Confédération Suisse déclare, en application de l'article 2, qu'elle se réserve le droit de ne pas tenir la légitimation pour valable :

a) s'il est établi que l'enfant n'est pas né de ceux qui l'ont légitimé;

b) si la loi suisse ne reconnaît pas la validité du mariage célébré sur le territoire suisse;

c) si la loi suisse ne reconnaît pas la validité du mariage d'un ressortissant suisse.

ANNEXE II

Avis prévu par l'article 7 de la Convention sur la légitimation par mariage signée à .... le ....

Mitteilung nach Artikel 7 des Übereinkommens über die Legitimation durch nachfolgende Ehe, geschlossen in .... am ....

Γνωστοποίησις προβλεπομένη υπό του άρθρου 7 της συμβάσεως επί της νομιμοποιήσεως διά γάμου, υπογραφείσης εις .... την ....

Communicazione prevista dall'art. 7 della Convenzione sulla legittimazione per susseguente matrimonio firmata a .... il ....

Kennisgeving ingevolge artikel 7 van de overeenkomst inzake wettiging door huwelijk getekend te .... op ....

.... tarihinde .... da imzalanmis evlenme ile nesep düzeltmesi hakkinda ki sözlesmenin 7 nei da maddesiyle öngürülen bildirim.

I. Renseignements concernant les parents de l'enfant
Angaben über die Eltern des Kindes
Πληροφορίαι αφορώσαι τους γονείς του τέκνου
Notizie sui genitori
Gegevens betreffende de ouders van het kind
Çocugun ana babasi ile ilgili bilgiler

1. Lieu et date du mariage
Ort und Tag der Eheschliebung
Τόπος και χρονολογία του γάμου
Luogo e data del matrimonio
Plaats en datum van het huwelijk
Evlenme yeri ve tarihi

	Père Vater Πατήρ Padre Vader Baba	Mère (*) Mutter Μήτηρ Madre Moeder Ana
2. Nom de famille Familienname Επώνυμον Cognome Familienaam Soyadi		
3. Prénoms Vornamen Ονόματα Nome Voornamen Adı		
4. Nationalité Staatsangehörigkeit Ιθαγένεια Cittadinanza Nationaliteit Vatandashgı		(**)
5. Eventuellement lieu et date du précédent mariage Gegebenenfalls Ort und Tag der vorhergehenden Ehe Ενδεχομένως τόπος και χρονολογία προηγουμένου γάμου Eventualmente luogo e data del precedente matrimonio Eventueel plaats en datum van het vorige huwelijk Muhtemel önceki evlenmenin yeri ve tarihi		
6. Lieu et date de dissolution de ce précédent mariage par : décès divorce annulation Ort und Tag der Auflösung der vorhergehenden Ehe durch : Tod Scheidung (Aufhebung) Nichtigerklärung Τόπος και χρονολογία του προηγουμένου γάμου διά : διαζυγίου λύσεως του προηγουμένου θανάτου ακυρώσεως Luogo e data di scioglimento di tale precedente matrimonio per : decesso divorzio annulamento Plaats en datum van ontbinding van dat vorige huwelijk door : overlijden echtscheiding nietigverklaring Bu önceki evlenmenin zeval tarihi ve yeri : Ölümle Bosanma ile Fesih ve iptalle		

(*) Nom de jeune fille
Mädchenname
Πατρικόν επώνυμον αυτής
Cognome da ragazza
Meisjesnaam
Kizhk soyadı

(**) avant le mariage
vor der Eheschliebung
Προ του γάμου
prima del matrimonio
voor her huwelijk
evlenmeden önce

II. Renseignements concernant l'enfant
Angaben über das Kind
Πληροφορίαι αφορώσαι το τέκνον
Notizie sul figlio
Gegevens betreffende het kind
Çocuga ait bilgiler

7. Nom de famille (*)
Familienname
Επώνυμον
Cognome
Familienaam
Soyadı

8. Prénoms
Vornamen
Ονόματα
Nome
Voornamen
Adı

9. Lieu et date de naissance
Geburtsort und -tag
Τόπος και χρονολογία γεννήσεως
Luogo e data di nascita
Plaats en datum van geboorte
Doğum yeri ve tarihi

(*) avant le mariage des parents
vor der Eheschliebung der Eltern
Προ του γάμου των γονέων
prima del matrimonio dei genitori
vor het huwelijk van de ouders
ana, babarın evlenmesinden önce

10. Nationalité
Staatsangehörigkeit
Ιθαγένεια
Cittadinanza
Nationaliteit
Vatandaslıgı

	Père Vater Πατήρ Padre Vader Baba	Mère Mutter Μήτηρ Madre Moeder Ana
11. Lieu et date de la reconnaissance Ort und Tag der Anerkennung Τόπος και χρονολογία της αναγνωρίσεως Luogo e data del riconoscimento da parte di Plaats en datum van de erkenning Tanıma yeri ve tarihi		(**)

(**) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Εάν έλαβε χώραν
se del caso
eventueel
muhtemel

III Renseignements concernant la légitimation constatée après mariage par décision judiciaire (*)
Angaben über die nach der Eheschliebung durch gerichtliche Entscheidung festgestellte Legitimation
Πληροφορίαι αφορώσαι την νομιμοποίησιν την βεβαιουμένην μετά τον γάμον διά δικαστικής αποφάσεως
Notizie sulla legitimazione dichiarata dopo il matrimonio da une decisione giudiziale
Gegevens betreffende de wettiging vastgesteld na het huwelijk bij rechterlijke beslissing
Mahkeme kararı ile evlenmeden sonra sabit olmus nesep düzeltmesine ait bilgiler

12. Lieu et date de la décision
Ort und Tag der Entscheidung
Τόπος και χρονολογία της αποφάσεως
Luogo e data della decisione
Plaats en datum van de beslissing
Kararın yeri ve tarihi

13. Date de la légitimation (**)
Tag der Legitimation
Χρονολογία της νομιμοποιήσεως
Data della legittimazione
Datum van de wettiging
Nesep düzeltme tarihi

(*) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Εάν έλαβε χώραν
se del caso
eventueel
gerekiyorsa

(**) lorsque cette date n'est pas cette du mariage
falls dieser Tag nicht der Tag der Eheschliebung ist
Οταν η χρονολογία δεν είναι η του γάμου
qualora tale data non sia quella del matrimonio
indien deze datum niet met de datum van het huwelijk samenvalt
eger but tarih evlenme tarihi degilse

IV 14. Observations
Bemerkungen
Παρατηρήσεις
Osservazioni
Opmerkingen
Düsünceler

Lieu	Date	Sceau	Signature
Ort	Datum	Stempel	Unterschrift
Τόπος	Χρονολογία	Σφραγίς	Υπογραφή
Luogo	Data	Timbro	Firma
Plaats	Datum	Zegel	Handtekening
Yeri	Tarihi	Mühür	Imza

Nombre de pièces justificatives annexées
Anzahl der beigeschlossenen Belege
Αριθμός των συνημμένων δικαιολογητικών εγγράφων
Numero dei documenti giustificativi allegati
Aantal bijgevoegde bewijsstukken
Ekterin sayısı
(acte de mariage; documents de reconnaissance; document de légitimation etc.)
(Heiratsurkunde; Anerkennungsurkunden; Legitimationsurkunde usw.)
(πράξις γάμου έγγραφα αναγνωρίσεως έγγραφον νομιμοποιήσεως κ.τ.λ.)
(Atto di matrimonio; documenti di riconoscimento; documento di legittimazione etc.)
(huwelijksakte; bewijs van de erkenning; bewijs van de wettiging enz.)
(evlenme, tanıma, nesep düzeltmesi belgeleri, varsa diger belgeler).

Les renseignements sont écrits en caractères latins, les dates en chiffres arabes, les mois sont représentés par un chiffre d'après leur rang dans l'année.

Die Angaben werden in lateinischen Buchstaben und die Daten in arabischen Zahlen geschrieben; die Monate werden durch eine Zahl gemäb ihrer Stellung im Jahre bezeichnet.

Αι πληροφορίαι γράφονται με λατινικούς χαρακτήρες, αι χρονολογίαι με αραβικούς, οι μήνες παρίστανται δι' αριθμού κατά την σειράν των εντός του έτους.

Le notizie sono scritte in caratteri latini, le date in cifre arabe, i mesi sono indicati con un numero secondo la loro progressione nell'anno.

De tekst te stellen in Latijnse letters, de data in Arabische cijfers; de maanden worden aangeduid door een cijfer naar haar plaats in het jaar.

Bilgiler latin harfleri, tarihler arap harfleriyle, aylar yıl içindecki siralarına göre rakamla yazılılar.

ΣΥΜΒΑΣΗ

Για τη νομιμοποίηση των τέκνων με γάμο, που υπογράφτηκε στη Ρώμη στις 10 Σεπτέμβρη 1970.

Τα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση, μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Καταστάσεως, έχοντας την επιθυμία να διευκολύνουν με την υιοθέτηση ομοιόμορφων κανόνων, τη νομιμοποίηση των τέκνων που γεννήθηκαν χωρίς γάμο καθώς και την αναγνώριση και δημοσιότητα των νομιμοποιήσεων που έλαβαν χώρα στην αλλοδαπή, συμφώνησαν στις ακόλουθες διατάξεις.

ΤΙΤΛΟΣ Ι.

Άρθρο 1.

Όταν, σύμφωνα με τις διατάξεις εσωτερικού δικαίου του δικαίου της ιθαγένειας του πατέρα ή της μητέρας ο γάμος τους έχει ως συνέπεια τη νομιμοποίηση ενός τέκνου, γεννημένου χωρίς γάμο, η νομιμοποίηση αυτή είναι έγκυρη στα συμβαλλόμενα Κράτη.

Ο κανόνας αυτός εφαρμόζεται τόσο στις νομιμοποιήσεις που απορρέουν από μόνη την τέλεση του γάμου, όσο και τις νομιμοποιήσεις που διαπιστώνονται μεταγενέστερα με δικαστική απόφαση.

Άρθρο 2.

Πάντως, κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θα μπορεί κατά το χρόνο της υπογραφής, της γνωστοποίησης που προβλέπεται στο άρθρο 11 ή της προσχώρησης να επιφυλάξει στον εαυτό του το δικαίωμα να μη θεωρήσει τη νομιμοποίηση ως έγκυρη:

α) αν έχει αποδειχθεί ότι το τέκνο δε γεννήθηκε από εκείνους που το νομιμοποίησαν,

β) αν το δίκαιό του δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου που τελέσθηκε στο έδαφός του,

γ) αν το δίκαιό του δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου του υπηκόου του,

δ) ή αν το τέκνο που γεννήθηκε από έναν υπήκοό του προήλθε από μοιχεία του υπηκόου αυτού.

Το δικαίωμα αυτό δε θα μπορεί ν' ασκηθεί στην περίπτωση που το εσωτερικό δίκαιο του Κράτους αυτού δε θ' απαγόρευε τέτοια νομιμοποίηση.

Άρθρο 3.

Το κύρος μιας νομιμοποίησης σύμφωνης με τις διατάξεις του εσωτερικού δικαίου του δικαίου της ιθαγένειας του πατέρα ή της μητέρας δεν είναι δυνατόν ν' αμφισβητηθεί ούτε για λόγους δημόσιας τάξης κάτω από άλλες προϋποθέσεις εκτός από εκείνες που προβλέπονται στο άρθρο 2.

Άρθρο 4.

Οι αποφάσεις που εκδόθηκαν σε διαφορές κατά την εφαρμογή του άρθρου 2 δεν είναι δυνατόν να γίνουν αντικείμενο επίκλησης παρά μόνο στο έδαφος του συμβαλλόμενου Κράτους, όπου εκδόθηκαν.

Άρθρο 5.

Οι προηγούμενες διατάξεις είναι εφαρμοστέες ως προς όλα τα Κράτη, ακόμα και τα μη συμβαλλόμενα. Οι διατάξεις αυτές δεν εμποδίζουν την εφαρμογή κανόνων που ισχύουν στα συμβαλλόμενα Κράτη και που θα ήταν ευνοϊκότεροι για τη νομιμοποίηση.

Άρθρο 6.

Όταν η ληξιαρχική πράξη γέννησης του τέκνου συντάχθηκε ή μεταγράφτηκε από το ληξίαρχο ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη, ο ληξίαρχος αυτός μνημονεύει τη νομιμοποίηση στα βιβλία του, αφού θα έχει εξακριβωθεί από τον ίδιο ή από την αρχή όπου υπάγεται, ότι συντρέχουν οι όροι που προβλέπονται από την παρούσα Σύμβαση.

Η εγγραφή αυτή δεν μπορεί να εξαρτηθεί από καμιά προηγούμενη δικαστική διαδικασία αναγνώρισης. Το ίδιο ισχύει και αν πρόκειται για νομιμοποίηση που διαπιστώθηκε μετά από γάμο με δικαστική απόφαση.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ.

Άρθρο 7.

Όταν ένας γάμος έχει τελεσθεί σ' ένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και οι σύζυγοι δήλωσαν ότι έχουν ένα ή περισσότερα κοινά τέκνα των οποίων η ληξιαρχική πράξη γέννησης έχει συνταχθεί ή μεταγραφεί στο έδαφος άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, ο ληξίαρχος του τόπου τέλεσης του γάμου ή κάθε άλλη αρμόδια αρχή, στέλνει απ' ευθείας ή με τη διπλωματική οδό, στο ληξίαρχο του τόπου, όπου έχει συνταχθεί ή μεταγραφεί η ληξιαρχική πράξη γέννησης, ειδοποίηση, με σκοπό να γίνει μνεία της νομιμοποίησης που θα μπορούσε να προκύψει απ' αυτόν το γάμο. Στην ειδοποίηση αυτή επισυνάπτονται τα δικαιολογητικά έγγραφα που διαθέτει. Όταν η νομιμοποίηση διαπιστώθηκε μετά το γάμο με δικαστική απόφαση, η ειδοποίηση διαβιβάζεται με την επιμέλεια του εισαγγελέα ή κάθε άλλης αρμόδιας δημόσιας αρχής.

Οι ειδοποιήσεις συντάσσονται σύμφωνα με ένα πολύγλωσσο πρότυπο, που υπόδειγμά του προσαρτάται στην παρούσα Σύμβαση. Οι ειδοποιήσεις αυτές καθώς και τα συνημμένα έγγραφα απαλλάσσονται από κάθε επικύρωση στα αντίστοιχα εδάφη των συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 8.

Τα αποσπάσματα της ληξιαρχικής πράξης γέννησης νομιμοποιούμενου τέκνου πρέπει να έχουν την ίδια μορφή σαν να αφορούσαν νόμιμο τέκνο χωρίς να αφήνουν να φανεί η νομιμοποίηση.

Άρθρο 9.

Η εφαρμογή του τίτλου αυτού δεν περιορίζεται στους υπηκόους των συμβαλλόμενων Κρατών.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ.

Άρθρο 10.

Κατά την έννοια της παρούσας Σύμβασης πρέπει να νοείται ως δίκαιο της ιθαγένειας ενός προσώπου το δίκαιο του Κράτους, του οποίου το πρόσωπο αυτό είναι υπήκοος ή, αν πρόκειται για πρόσφυγα ή απάτριδα, το δίκαιο που ρυθμίζει την προσωπική του κατάσταση.

Για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης εξομοιώνονται προς τους υπηκόους ενός Κράτους οι πρόσφυγες και απάτριδες των οποίων η προσωπική κατάσταση ρυθμίζεται από το δίκαιο του Κράτους αυτού.

Άρθρο 11.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη θα γνωστοποιούν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο την τήρηση των διαδικασιών, οι οποίες απαιτούνται από το Σύνταγμά τους για να καταστεί η παρούσα Σύμβαση εφαρμόσιμη στο έδαφός τους.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματεία της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Καταστάσεως για κάθε γνωστοποίηση κατά την έννοια του προηγούμενου εδαφίου.

'Αρθρο 12.

Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ από την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης της δεύτερης γνωστοποίησης και θα παράγει από τότε αποτελέσματα μεταξύ των Κρατών που έχουν εκπληρώσει αυτήν τη διατύπωση.

Για κάθε συμβαλλόμενο Κράτος που θα εκπληρώνει μεταγενέστερα τη διατύπωση που προβλέπεται από το προηγούμενο άρθρο, η παρούσα Σύμβαση θα παράγει αποτελέσματα από την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης της γνωστοποίησής του.

'Αρθρο 13.

Κάθε Κράτος θα μπορεί, κατά την υπογραφή, τη γνωστοποίηση ή την προσχώρηση, να δηλώνει ότι δε δεσμεύεται να εφαρμόσει τις διατάξεις του πρώτου Τίτλου της παρούσας Σύμβασης.

Κάθε Κράτος που έκανε τη δήλωση σύμφωνα με τη διάταξη του Ιου εδαφίου του παρόντος άρθρου θα μπορεί μεταγενέστερα να δηλώσει κάθε στιγμή με γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο ότι κι αυτό δεσμεύεται να εφαρμόσει τις διατάξεις του πρώτου τίτλου της παρούσας Σύμβασης.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για τη γνωστοποίηση καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Η δήλωση που προβλέπεται στο εδάφιο 2 του παρόντος άρθρου θα παράγει αποτελέσματα από την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προαναφέρθηκε.

'Αρθρο 14.

Οι επιφυλάξεις που προβλέπονται στο άρθρο 2 μπορούν ν' ανακληθούν ολικά ή μερικά σε κάθε στιγμή. Η ανάκληση θα γνωστοποιείται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε γνωστοποίηση κατά την έννοια του προηγούμενου εδαφίου.

'Αρθρο 15.

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται αυτοδικαίως σε όλη την έκταση του μητροπολιτικού εδάφους κάθε συμβαλλόμενου Κράτους.

Κάθε Κράτος θα μπορεί κατά την υπογραφή, τη γνωστοποίηση, την προσχώρηση ή μεταγενέστερα να δηλώσει με γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο ότι οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης θα εφαρμόζονται σε ένα ή περισσότερα μη μητροπολιτικά εδάφη του, σε Κράτη ή εδάφη των οποίων έχει τη διεθνή ευθύνη. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για την τελευταία αυτή γνωστοποίηση καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης. Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης θ' αρχίσουν να εφαρμόζονται στο ή στα εδάφη που καθορίζονται στη γνωστοποίηση την εξηκοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προαναφέρθηκε.

Κάθε Κράτος που έχει προβεί σε δήλωση σύμφωνα με τις διατάξεις του εδαφίου 2 του παρόντος άρθρου θα μπορεί μεταγενέστερα να δηλώσει σε κάθε στιγμή, με γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, ότι η παρούσα Σύμβαση θα παύσει να εφαρμόζεται σ' ένα ή περισσότερα Κράτη ή εδάφη υποδεικνυόμενα στη δήλωση.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για τη νέα γνωστοποίηση καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Η Σύμβαση θα παύσει να εφαρμόζεται στο μνημονευόμενο έδαφος την εξηκοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προαναφέρθηκε.

'Αρθρο 16.

Κάθε Κράτος Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης ή της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης θα μπορεί να προσχωρεί στην παρούσα Σύμβαση. Η πράξη προσχώρησης θα κατατίθεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο. Αυτό θα ειδοποιεί καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε κατάθεση πράξης προσχώρησης. Η Σύμβαση θα αρχίζει να ισχύει για το Κράτος που προσχωρεί την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης της πράξης προσχώρησης.

Η κατάθεση της πράξης προσχώρησης δεν θα μπορεί να γίνει παρά μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης.

'Αρθρο 17.

Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ χωρίς χρονικό περιορισμό. Καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη θα έχει πάντως την ευχέρεια να την καταγγείλει σε κάθε στιγμή με έγγραφη γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο που θα πληροφορεί σχετικά τα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Η ευχέρεια αυτή για καταγγελία δε θα μπορεί ν' ασκηθεί πριν περάσει προθεσμία ενός έτους υπολογιζόμενη από τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 11 ή την προσχώρηση.

Η καταγγελία θα παράγει αποτελέσματα μετά πάροδο έξι μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο πρώτο εδάφιο του παρόντος άρθρου.

Σε πίστωση των παραπάνω οι υπογράφοντες αντιπρόσωποι, κατάλληλα εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στη Ρώμη στις 10 Σεπτεμβρίου 1970 σ' ένα μόνο πρωτότυπο που θα κατατεθεί στ' αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβουλίου και του οποίου ένα αντίγραφο θ' αποσταλεί με διπλωματική οδό σε κάθε συμβαλλόμενο Κράτος και στο Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Δηλώσεις επιφύλαξης:

Η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας δηλώνει σύμφωνα με το άρθρο 2, εδάφια α) και β) ότι επιφυλάσσει στον εαυτό της το δικαίωμα να μη θεωρήσει έγκυρη τη νομιμοποίηση:

α) Αν έχει αποδειχτεί ότι το τέκνο δε γεννήθηκε από εκείνους που το νομιμοποίησαν αλλά μόνο στην περίπτωση όπου η έλλειψη δεσμού καταγωγής πιστοποιείται είτε από γερμανική δικαστική απόφαση, είτε από αλλοδαπή δικαστική απόφαση που μπορεί να αναγνωρισθεί στη Γερμανία.

β) Αν σύμφωνα με το γερμανικό Δίκαιο ο γάμος του γερμανού υπηκόου είναι ανυπόστατος.

Η Αυστριακή Δημοκρατία δηλώνει σύμφωνα με το άρθρο 2 εκτός από άλλες ενδεχόμενες επιφυλάξεις κατά τη στιγμή της γνωστοποίησης που προβλέπεται στο άρθρο 11—ότι επιφυλάσσει στον εαυτό της το δικαίωμα να μη θεωρήσει έγκυρη τη νομιμοποίηση, αν έχει αποδειχθεί ότι το τέκνο δε γεννήθηκε από εκείνους που το νομιμοποίησαν.

Το Βασίλειο της Ελλάδας δηλώνει σύμφωνα με το άρθρο 2 ότι επιφυλάσσει στον εαυτό του το δικαίωμα να μη θεωρήσει έγκυρη τη νομιμοποίηση:

α) αν έχει αποδειχτεί ότι το τέκνο δε γεννήθηκε από εκείνους που το νομιμοποίησαν,

β) αν το ελληνικό δίκαιο δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου που τελέσθηκε στο ελληνικό έδαφος,

γ) αν το ελληνικό δίκαιο δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου που τελέσθηκε από έναν Έλληνα υπήκοο.

Η Ιταλική Δημοκρατία δηλώνει σύμφωνα με το άρθρο 13 ότι δεν δεσμεύεται να εφαρμόσει τις διατάξεις του πρώτου τίτλου της παρούσας Σύμβασης.

Το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου δηλώνει σύμφωνα με το άρθρο 13 ότι δεν δεσμεύεται να εφαρμόσει τις διατάξεις του πρώτου τίτλου της παρούσας Σύμβασης.

Όσον αφορά το Βασίλειο των Κάτω Χωρών οι όροι «Μητροπολιτικό έδαφος» και «Μη Μητροπολιτικά εδάφη» που χρησιμοποιούνται στο κείμενο της Σύμβασης σημαίνουν, ενόψει της ισότητας που υπάρχει από άποψη δημοσίου δικαίου μεταξύ των Κάτω Χωρών, του Σουρινάμ και των Ολλανδικών Αντιλλών, «Ευρωπαϊκό Έδαφος» και «Μη ευρωπαϊκά εδάφη».

Η Ελβετική Ομοσπονδία δηλώνει κατ' εφαρμογή του άρθρου 2 ότι επιφυλάσσει στον εαυτό της το δικαίωμα να μη θεωρήσει έγκυρη τη νομιμοποίηση:

α) αν έχει αποδειχθεί ότι το τέκνο δε γεννήθηκε από εκείνους που το νομιμοποίησαν,

β) αν το ελβετικό δίκαιο δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου που τελέσθηκε στο ελβετικό έδαφος,

γ) αν το ελβετικό δίκαιο δεν αναγνωρίζει το κύρος του γάμου ελβετού υπηκόου.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II

Avis prévu par l'article 7 de la Convention sur la légitimation par mariage signée à .... le ....

Mitteilung nach Artikel 7 des Übereinkommens über die Legitimation durch nachfolgende Ehe, geschlossen in .... am ....

Γνωστοποίησις προβλεπομένη υπό του άρθρου 7 της συμβάσεως επί της νομιμοποιήσεως διά γάμου, υπογραφείσης εις .... την ....

Communicazione prevista dall'art. 7 della Convenzione sulla legitimazione par susseguente matrimonio fimata a .... il ....

Kenningeving ingevolge artikel 7 van de overeenmost inzake wettinging door huwelijk getekend te .... op ....
.... tarihinde .... da imzalanmis evlenme ile nesep düzeltmesi hukkinda ki sözlesmenin 7 nci maddesiyle öngorülen bildirim.

I. Renseignements concernant les parents de l'enfant
Angaben über die Eltern des Kindes
Πληροφορίαι αφορώσαι τους γονείς του τέκνου
Notizie sui genitori
Gegevens betreffende de ouders van het kind
Cocugun ana babasi ile ilgili bilgiler

1. Lieu et date du mariage
Ort und Tag der Eheschliessung
Τόπος και χρονολογία του γάμου
Luogo e data del matrimonio
Plaats en datum van het huwelijk
Evlenme yeri ve tarihi

Père	Mère (*)
Vater	Mutter
Πατήρ	Μήτηρ
Padre	Madre
Vader	Moeder
Baba	Ana

2. Nom de famille
Familienname
Επώνυμον
Cognome
Familienaam
Soyadi

---

3. Prénoms
Vornamen
Ονόματα
Nome
Voornamen
Adi

(*) Nom de jeune fille
Mädchenname
Πατρικόν επώνυμον αυτής
Cognome da ragazza
Meisjesnaam
Kubi soyadi

---

4. Nationalité (**)
Staatsangehörigkeit
Ιθαγένεια
Cittadinanza
Nationaliteit
Valandashgi

---

5. Eventuellement lieu et date du précédent mariage
Gegenbenenfalls Ort und Tag der vorhergehenden Ehe
Ενδεχομένως τόπος και χρονολογία προηγουμένου γάμου
Eventualmente luogo e data del precedente matrimonio
Eventueel plaats en datum van het vorige huwelijk
Muhtemed önceki evlenmenin yeri ve tarihi.

(**) avant le mariage
vor der Eheschliessung
Προ του γάμου
prima del matrimonio
voor het huwelijk
evlenmeden once

---

6. Lieu et date de dissolution de ce précédent mariage par :
décès
divorce
annulation
Ort und Tag der Auflössung der vorhergehenden Ehe durch :
Tod
Scheidung (Aufhebung)
Nichtigerklärung
Τόπος και χρονολογία του προηγουμένου γάμου διά :
διαζυγίου
λύσεως του προηγουμένου
θανάτου
ακυρώσεως
Luogo e data di scioglimento di tale precedente matrimonio per :
decesso

divorzio
annulamento
Plaats en datum van ontbinding van dat vorige huwelijk door:
overlijden
echtalheiding
nietigvertlating
Bu onceki evlenmenin zeval tarihi ve yeri:
Olümle
Bosanma ile
Fesih ve iptalle

II. Renseignements concernant l'enfant
Angaben über das Kind
Πληροφορίαι αφορώσαι το τέκνον
Notizie sul figlio
Gegevens betreffende het kind
Çocuga alt bilgiler.

7. Non de famille (*)
Familienname
Επώνυμον
Cognome
Familienaam
Soyadi

8. Prénoms
Vornamen
Ονόματα
Nome
Voornamen
Adi

9. Lieu et date de naissance
Geburtsort und Tag
Τόπος και χρονολογία γεννήσεως
Luogo e data di nascita
Plaats en darum van geboorte
Dogum yeri ve tarihi

(*) avant le mariage des parents
vor der Eheschliessung der Eltern
Προ του γάμου των γονέων
prima del matrimoni' dei genitori
vor het huwelijk van de ouders
ana, babarun evlenmesinden ânce

10. Nationalité
Staatsangehörigkeit
Ιθαγένεια
Cittadinanza
Nationaliteit
Vatandasligı

Père	Mère
Vater	Mutter
Πατήρ	Μήτηρ
Padre	Madre
Vader	Moeder
Baba	Ana

11. Lieu et date de la reconnaissance (**)
Ort und Tag der Anerkennung
Τόπος και χρονολογία της αναγνωρίσεως
Luogo e data riconoscimento da parte di
Plaats en datum van de erkenning
Tamma yeri ve tarihi

(**) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Εάν έλαβε χώραν
se del caso
eventueel
muhtemel

III Renseignements concernant la légitimation constatée après mariage par decision judiciaire. (*)
Angaben über die nach der Eherschliessohung durch gerichtliche Entscheidung festgestellte Legitimation.
Πληροφορίαι αφορώσαι την νομιμοποίησιν την βεβαιουμένην μετά τον γάμον διά δικαστικής αποφάσεως
Notizie sulla legitimazione dopo il matrimonio da une decisione giudiziale
Gegevens bettreffende de wettiging vastgesteld na het huwelijk bij rechterlijke beslissing
Mahkeme karan ile evlenmeden sonra sabit olmus nesep düzeltmesine ait bilgiler

12. Lieu et date de la décision
Ort und Tag der Entscheidung
Τόπος και χρονολογία της αποφασεως
Luogo e data della decisione
Plaats en datum van de beslissing
Karamn yeri ve tarihi

13. Date de la legitimation (**)
Tag der Legitimation
Χρονολογία της νομιμοποιήσεως
Data della legittimazione
Datum van de wettiging
Nesep düzeltme tarihi

(*) s'il y a lieu
zutreffendenfalls
Εάν έλαβε χώραν
se del caso
eventueel
gerekiyorsa

(**) lorsque cette date n'est pas cette du mariage
falls dieser Tag nicht der Tag der Eheschliessung ist
Όταν η χρονολογία δεν είναι ή του γάμου
qualora tale data non sia quella del matrimonio
indique deze datum niet met de datum van het huwelijk samenvalt
lenme tarihi degilse

IV 14. Observations
Bemerkungen
Παρατηρήσεις
Osservazioni
Opmerkingen
Düsünceler

Lieu	Date	Sceau	Signature
Ort	Datum	Stempel	Unterschrift
Τόπος	Χρονολογία	Σφραγίς	Υπογραφή
Luogo	Data	Timbro	Firma
Plaats	Datum	Zegel	Handtekening
Yeri	Tarihi	Mühür	Imza

Nombre de pièces justificatives annexées
Anzahl der beigeschlossenen Belege
Αριθμός των συνημμένων δικαιολογητικών εγγράφων
Numero dei documenti giustificativi allegati
Aantal bijgevoegde bewijsstukken
Ekterin sayısı
(acte de mariage, documents de reconnaissance, document de légitimation etc.).

(Heiratsurkunde; Anerkennungsurkunden; Legitimationsurkunde usw.)

(πράξις γάμου· έγγραφα αναγνωρίσεως· έγγραφον νομιμοποιήσεως κ.τ.λ.).

(Atto di matrimonio, documenti di riconoscimento; documento di legittimazione etc.)

(huwelijksakte; bewijs van de erkenning; bewijs van de wettiging enz.)

(evlenme, tanıma, nesep düzeltmesi belgeleri, varsa diğer belgeler).

Les renseignements sont écrits en caractères latins, les dates en chiffres arabes, les mois sont représentès par un chiffre d'après leur rang dans l'année.

Die Angaben werden in lateinischen Buchstaben und die Daten in arabischen Zahlen geschrieben; die Monate werden durch eine Zahl gemäss ihrer Stellung im Jahre bezeichnet.

Αι πληροφορίαι γράφονται με λατινικούς χαρακτήρες αι χρονολογίαι με αραβικούς, οι μήνες παρίστανται διά αριθμού κατά την σειράν των εντός του έτους.

Le notizie sono scritte in caratteri latini, le date in cifre arabe, i mesi sono indicati con un numero secondo la loro progressione nell'anno.

De tekst te stellen in Latijnse letters, de data in Arabische cijfers; de mananden worden aangeduid door con cijfer naar haar plaats in het jaar.

Bilgiler latin harfiert, ratihler arap harfleriyle, aylar yil icindecki siralanna gäre rakamla yazihrlar.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΘΕΟΔΩΡΟΣ ΠΑΓΚΑΛΟΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ